

10 Débats

Un pacte vert pour l'Europe

OPINION **P**ouvons-nous, êtres humains, continuer à vivre bien et en toute sécurité sur cette planète? L'humanité est confrontée à une menace existentielle dont tout le monde commence à voir les effets. Les forêts brûlent de l'Amérique jusqu'en Australie. Les déserts progressent en Afrique et en Asie. L'élévation du niveau de la mer menace des villes en Europe et des îles du Pacifique. L'humanité a connu de tels phénomènes auparavant, mais jamais les mutations climatiques et environnementales n'ont évolué aussi vite que dans les dernières décennies. Le lourd bilan des intempéries de la semaine dernière dans le sud-est de la France nous rappelle que cette menace est malheureusement déjà une réalité, y compris chez nous.

La science nous dit toutefois que nous pouvons mettre un terme à ces phénomènes, mais le temps nous est compté. La nouvelle Commission européenne ne perdra pas de temps. Aujourd'hui, moins de deux semaines après notre prise de fonction, nous présentons la feuille de route du pacte vert pour l'Europe, le Green Deal européen. Notre objectif est de devenir le premier continent neutre sur le plan climatique d'ici à 2050, pour ralentir le réchauffement de la planète et en atténuer les effets. C'est notre responsabilité, celle de notre génération et de la suivante, mais le changement ne peut plus attendre. Nous savons que nous sommes capables.

Le pacte vert pour l'Europe que nous présentons ce mercredi est la nouvelle stratégie de croissance inclusive de l'Europe. Il permettra de réduire les émissions tout en créant des emplois et en améliorant notre qualité de vie, sans oublier personne. C'est le fil vert qui guidera l'ensemble de nos politiques – du transport à la fiscalité, de l'alimentation à l'agriculture, de l'industrie aux infrastructures. Avec ce pacte vert, nous voulons inves-

tir dans les énergies propres et étendre le système d'échanges de droits d'émission, mais aussi renforcer l'économie circulaire et préserver la biodiversité de l'Europe.

Le pacte vert pour l'Europe n'est pas seulement une nécessité, il sera aussi le moteur de nouvelles perspectives économiques. De nombreuses entreprises européennes s'engagent déjà à devenir plus vertes. Elles réduisent leur empreinte carbone et développent des technologies propres. Elles prennent conscience des limites naturelles de notre planète. Les entreprises européennes de toutes tailles comprennent que chacun doit prendre soin de notre maison commune. Elles savent également qu'en étant à la pointe des solutions durables de demain, elles bénéficieront de l'avantage du précurseur.

Les investisseurs, les innovateurs et les entrepreneurs ont besoin de règles claires pour planifier leurs investissements

Les entreprises et les acteurs du changement attendent aussi de nous que nous leur assurions un soutien financier suffisant et facile d'accès. Pour ce faire, nous mettrons en place un plan d'investissements pour l'Europe durable. Il soutiendra 1000 milliards d'euros d'investissements au cours de la prochaine décennie. A cette fin, nous travaillerons main dans la main avec la Banque européenne d'investissement, la banque européenne du climat. En mars prochain, nous proposerons la toute première loi européenne sur le climat pour tracer la voie à suivre et rendre les progrès engendrés par le pacte vert pour l'Europe irréversibles. Les investisseurs, les innovateurs et les entrepreneurs ont besoin de règles claires pour planifier leurs investissements sur le long terme.

Nous favoriserons la transformation de notre façon de produire et de consommer, de vivre et de travailler, tout en protégeant et en accompagnant ceux qui risquent d'être plus durement touchés par ce changement. Cette transition doit fonctionner pour tous ou elle ne fonctionnera pas. Je proposerai de

créer un Fonds pour une transition juste et je veux qu'il mobilise 100 milliards d'euros d'investissements au cours des sept prochaines années, avec l'effet de levier de la Banque européenne d'investissement et de fonds privés. Nous ferons en sorte d'aider les régions européennes pour lesquelles la marche est plus haute, de manière à ne laisser personne de côté.

Dans toute l'Europe, les jeunes comme les moins jeunes demandent que l'on agisse en faveur du climat. Mais ils vont plus loin: ils modifient déjà leur mode de vie en conséquence. Il y a les navetteurs qui prennent le vélo ou les transports publics dès que cela est possible, les parents qui choisissent des couches réutilisables, les entreprises qui renoncent aux plastiques à usage unique et proposent des alternatives durables sur le marché. Beaucoup d'entre nous participent concrètement à ce mouvement européen et mondial pour le climat. En France, la Convention citoyenne pour le climat donne la parole aux citoyens et citoyennes pour identifier les mesures permettant de répondre au défi climatique dans un esprit de justice sociale.

Neuf citoyens européens sur dix demandent qu'une action décisive soit menée en faveur du climat. Nos enfants comptent sur nous. Les Européens veulent que l'Union européenne agisse sur le territoire européen et joue un rôle moteur à l'étranger. Ces derniers jours, le mode entier s'est réuni à Madrid pour la conférence des Nations unies sur le climat, afin de discuter de l'action collective contre le réchauffement climatique.

Le pacte vert pour l'Europe est la réponse de l'Europe à la demande de ses citoyens. C'est un pacte de l'Europe, pour l'Europe et une contribution essentielle à un monde meilleur. Il appartient désormais à chaque Européen de s'engager dans ce mouvement. ■



URSULA VON DER LEYEN PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

SUR LES BLOGS

Chhhht «Silence» est un mot qu'on dit souvent fort. Par exemple pour ramener au calme un groupe de gamins turbulents. Le silence n'est pas une absence – il peut même être pesant», écrit sur son blog Philippe Simon, chef d'édition au «Temps» et spécialiste de Rabelais. A lire sur le site du «Temps» à l'adresse <https://blogs.letemps.ch>

La révolution cryptomonnaie

PLANÈTE ÉCO **O**n nous connaît-elle? Fini le franc, vive le crypt la monnaie mondiale viv de cette révolution? Les n l'information qui emport

Qu'est-ce qu'une crypt tion proposée par Wikip anglais, est la suivante: pour servir de moyen d' cryptographie solide pou sûres, qui contrôle la cr mentaires et qui vérifie l' tomonnaies utilisent u décentralisé en contras tale centralisée et les sys trales.» Beaucoup de jarg fier. C'est une monnaie v pas palpé comme les bill ments sont sûrs car cryp crypto monnaies se font la Toile. Des volontaires rythmes déterminent si l sources nécessaires avan Cette décentralisation, t ments existants qui se f main à la main, diffère de autres moyens digitalisés qui transitent par les ba les banques centrales.

Alors que l'usage du cas dement comme en Suèd ments se font de plus e tuelles car la monnaie c que sur des comptes élec les cryptomonnaies n'on les distingue, c'est la déce d'autorité d'émission. Le monnaies annoncent tro est l'anonymat. Le secon cacité, et donc un moind tralisation. Le dernier av nales ne sont pas émises e mais par des agents privé qu'un consortium emm sage de lancer. A noter qu dont la BNS, disent voul cryptomonnaies.

Ces avantages sont dou nient majeur. L'avantage faible au regard de la bai du cash, qui est anonym traces d'ADN sur les bill moyens de paiement tr donc un côté sombre da mat peut être importan sons.

La décentralisation des toire de plomberie. La qu marche mieux que le sys est qu'on ne sait pas. Di cours, pendant que les l florent l'efficacité de leu sécurité des transferts. Le système actuel est en c crypte.

Enfin, se passer des bi en enthousiasmer cert d'Achille des crypto sa forme depuis que l'or utilisés, la monnaie n'a en soi, pensez aux billets papier. Ce qui leur don quel'un d'autre l'acce simplement parce que c confiance vient de l'Eta pour le cash, mais aus: caïres qui ne valent que promet de rembourser l'Etat garanti un pare 100000 francs en Suisse mente et surveillance étroite besoin, il sauve les banq n'ayant donc pas avu

Deux France travailleuses et antagonistes

HEXAGONE EXPRESS

Je viens de refermer *Les Deux Clans**, l'essai du Britannique David Goodhart consacré à la fracture inspiratrice, selon lui, du Brexit et de la dérive populiste au Royaume-Uni: celle qui oppose les «anywhere» (ceux capables de travailler et de vivre partout) aux «somewhere» (ceux de quelque part), fixés professionnellement et sur le plan familial dans un terroir donné, avec peu de risques ou d'envie d'en partir.

En anglais, le titre original du livre – *The Road to Somewhere* – montre bien que l'auteur a choisi son camp. David Goodhart, ancien du *Financial Times*, ne croit pas à la soutenabilité du nomadisme mondialisé. Son enquête est donc avant tout à charge contre les dégâts sociétaux engendrés par les «anywhere», même s'il affirme, en conclusion, rechercher «des pistes pour arriver à un nouveau compromis entre les deux clans souterrains de notre société».

Le livre une fois refermé, une comparaison française m'est venue à l'esprit à propos du rapport au travail qui, dans ce pays, divise autant la population que l'enracinement ou l'appartenance géographique. Les Français sont malheureux au travail. Deux salariés sur trois, selon les différentes enquêtes ou sondages, ne comprennent plus le sens de leur action professionnelle. Or ce mal-là mine le corps social et la République autant que la fracture entre «partout» et «nulle part». La philosophe Elisabeth Badinter me l'a rappelé lorsqu'elle a, au cours d'un entretien sur l'anniversaire

Combien vous manque-t-il sur votre feuille de paie?

payé, rongée par le sentiment de précarité ou lassée d'assister à ce qu'elle estime – dans les hôpitaux, les écoles, les collectivités territoriales, les administrations – être un gaspillage de l'argent public. A l'époque des «gilets jaunes», à chaque entretien avec des manifestants, je posais la même question: combien vous manque-t-il sur votre feuille de paie? Les montants donnés n'étaient pas exorbitants. Trois cents à 500 euros mensuels en moyenne. Ma ligne de démarcation de la France se situerait aujourd'hui là: entre ceux à qui il manque 500 euros mensuels et ceux qui les ont en poche. On retrouve là des employés du secteur public (souvent non titulaires), des livreurs, des ouvriers, des employés des centres d'appels, des assistantes de vie dans les maisons de retraite... mais aussi des jeunes enseignants trop mal payés face à l'indiscipline croissante de leurs élèves.

Ces deux «clans» français ont un rapport au travail très différent. Une réalité difficile à comprendre dans la Suisse où les salaires

